



Crise monétaire internationale : le renoncement français et la politique socialiste de demain

S'interroger sur la situation et l'avenir du système monétaire international est-il un souci de pure technique ? Nombreux sont ceux qui le croient à en juger par leur désintérêt de la question. Il est vrai qu'il y a là un domaine complexe où les spécialistes du Ministère des Finances excellent à obscurcir les enjeux politiques. Car c'est bien de cela dont il s'agit. Et les enjeux sont d'autant plus graves qu'à gauche les hommes capables de les discerner sont rares.

Dans ces conditions, le fait que l'attention aux problèmes monétaires et financiers — clé de la réussite d'une expérience française du socialisme — soit une des meilleures traditions du P.S.U. n'est qu'un maigre réconfort. D'autant plus indispensable qu'elle s'avance seule, la poursuite de cette réflexion est l'objectif des lignes qui suivent.

Celles-ci se proposent, en premier lieu, d'examiner la situation monétaire présente en l'éclairant notamment des récentes décisions de la conférence de Nairobi, beaucoup plus lourdes de conséquences, à nos yeux, quant au développement de l'hégémonie américaine sur l'Occident, que bien des discours politiques ou militaires dont la presse et l'opinion publique font grand cas. Ce sera pour nous l'occasion de montrer combien la responsabilité des militants socialistes est engagée lorsqu'ils négligent au nom du « politique d'abord » un débat qui n'est techniciste qu'en apparence.

Faire la critique de la politique du pouvoir est le premier devoir d'un militant d'opposition. Mais il faut également construire. Le jour est sans doute proche où nos camarades et nous-mêmes aurons la charge de l'exercice du pouvoir d'Etat, au nom de la volonté populaire majoritaire. Celle-ci ne nous pardonnerait pas de ne pas nous y être préparés. C'est pourquoi, après les critiques, viendront les propositions pour une stratégie monétaire internationale capable de garantir l'indépendance de la France.

1. ETE 73 : LE RENONCEMENT DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Valéry Giscard d'Estaing est un mauvais politicien; on le savait depuis longtemps et chaque semaine qui passe montre un peu plus clairement qu'il ne sera pas le candidat de la majorité aux élections présidentielles. Ce que l'homme de la rue ne sait pas — il est même tout à fait persuadé du contraire — c'est qu'il est un mauvais gestionnaire des finances françaises. Lui qui, ancien ministre du Général de Gaulle, prétendait défendre l'indépendance de la France, vient, cet été, de lui porter le coup de grâce. Ce disant, nous ne sommes bien sûr pas dupe de l'objectif réel, mais inavoué parce qu'inavouable, de la bourgeoisie giscardienne qui est l'alliance économique et monétaire atlantique. Cela n'empêche pas, au contraire, de proclamer que



Giscard n'est pas l'honnête et compétent gérant des finances françaises qui fascine les « braves gens ».

Le revirement français a été d'autant plus funèbre qu'il était inattendu. Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut rappeler brièvement l'évolution antérieure.

1.0. BREF HISTORIQUE DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL

Le système monétaire international tel qu'il a vécu jusqu'en mars 1968, est issu des **accords de Bretton-woods de 1944**. Ces accords sont fondés sur trois points: établissement d'une monnaie d'échange équivalent-or (gold exchange standard), système de taux de changes fixes dans les limites d'une fourchette de variation très réduite, création d'un fonds de stabilisation des changes susceptibles d'aider les monnaies en difficulté (par opposition au plan Keynes, plus ambitieux, qui prévoyait un système de clearing international).

La puissance américaine à la sortie de la guerre et la logique monétaire s'accordent alors pour donner au dollar le rôle de moyen de paiement international, fondement du nouveau principe de gold exchange standard. Le débat n'est pas aujourd'hui de savoir si l'Europe eut pu imposer une autre solution; il s'agit seulement de constater que, de ce fait, **les Etats-Unis acquèrent le privilège unique de régler toutes leurs transactions externes (commerciales et financières) avec leur monnaie nationale**. Les autres pays doivent, pour tisser ces mêmes liens internationaux, se procurer au préalable la monnaie d'échange en vigueur, le dollar. Ce mécanisme fonctionne correctement tant que les Etats-Unis respectent la règle de base d'un équilibre monétaire international, à savoir l'équilibre de la balance des paiements. Or, à partir du début des années soixante, les Etats-Unis vont passer outre cette règle, pour deux raisons : premièrement leur privilège monétaire leur permet d'exporter massivement des capitaux, lesquels s'investissent à l'étranger; deuxièmement, ils s'engagent dans des opérations militaires forts coûteuses (Vietnam) qui exigent elles aussi des exportations de capitaux. A la fin des années soixante, le déséquilibre de la balance américaine des paiements s'aggrave par suite de la baisse de compétitivité des produits américains par rapport aux produits japonais et européens. Ainsi se crée une masse énorme de balances-dollars qu'on évalue aujourd'hui à cent milliards de dollars. Le doute s'installe alors dans l'opinion internationale sur le niveau de la parité officielle du dollar. Le prix de l'or sur le marché commence à monter au-dessus de 35 dollars l'once. Devant cette crise de confiance et le déséquilibre fantastique entre la base-or du dollar (15 milliards de dollars à Fort-Knox en 1968) et les balances-dollars, **le gouvernement américain décide, le 17 mars 1968, de mettre fin au principe central de Bretton-woods en supprimant la convertibilité-or des dollars détenus par des organismes ou personnes privés**.

1.1. MORT ET RESURRECTION DU DOLLAR

Cette décision unilatérale des Etats-Unis est un premier pas vers le régime du cours forcé du dollar. Les conditions de celui-ci sont totalement réunies lorsqu'en août 1971 la convertibilité-or du dollar est supprimée, y compris pour les règlements internationaux entre banques centrales. Le dollar est mort, dans sa version définie en 1944. Mais la crise ouverte du système monétaire internationale ne fait que commencer.

Au cours de ces deux dernières années, on assiste à **un retournement complet de la politique américaine**. Jusqu'à l'embargo sur l'or d'août 71, celle-ci consista à défendre contre tous vents et toute vraisemblance la parité officielle du dollar. Pour une raison simple : un dollar fortement surélevé facilite l'impérialisme financier en rendant les investissements à l'étranger moins onéreux en valeur relative. Les années soixante voient ainsi se développer puissamment les filiales d'entreprises américaines à l'étranger et se



créer le réseau des firmes multinationales à prédominance américaine dont on parle tant aujourd'hui. Mais, au cours de l'année 1971, la sonnette d'alarme retentit : la balance commerciale américaine cesse d'être excédentaire pour la première fois du siècle. Le capital d'Outre-Atlantique comprend que sa production est menacée par celle de ses concurrents étrangers; les autorités politiques craignent que l'entrée des produits japonais et européens sur le marché américain menace la prospérité des entreprises et par suite le niveau de l'emploi. Et comme, de plus, on estime que la politique d'exportation de capitaux a suffisamment duré, le moment est venu d'abandonner la fiction du dollar de Bretton-woods. C'est la première dévaluation de décembre 1971 suivie de la seconde dévaluation de février 1973. Amputée de près de 20 %, la valeur relative du dollar n'est plus désormais un handicap pour les exportations commerciales américaines, lesquelles se portent mieux depuis ces manipulations de change : L'intérêt de l'Amérique a changé au cours de ces deux années. **Elle livre désormais bataille sur le terrain commercial** (et ce n'est pas fini puisque le Nixon-round à venir est clairement défini par les Etats-Unis comme une négociation où Europe et Japon devront baisser leurs barrières tarifaires au profit de leurs produits) **après avoir gagné aisément la bataille financière.**

A cette double dévaluation du dollar, il faudrait bien sûr ajouter, au bénéfice du commerce américain, les incessantes crises spéculatives qui, au cours de cette même période ont obligé à plusieurs reprises l'Allemagne et le Japon à réévaluer leur monnaie respective. On verra au paragraphe 1.2. de cet article pourquoi ces pays n'ont pas pu faire face à ces assauts et comment cette anarchie monétaire alimente l'inflation actuelle.

Après avoir renversé le rôle du dollar, tout en lui gardant une place première dans leur système de domination mondiale, il ne restait plus aux Etats-Unis qu'à figer la situation dans une nouvelle construction monétaire digne de succéder à celle de Bretton-woods. C'est ce qui vient d'être fait à Nairobi. A vrai dire, il ne s'est pas passé grand chose au Kenya en ce 23 septembre où se réunissait l'Assemblée générale du Fonds Monétaire International. L'accord au sein du groupe des vingt s'est fait si rapidement qu'il est clair que le compromis avait été négocié auparavant.

Sous réserve de modifications mineures, et à moins que l'Europe se réveille à temps, **le nouveau système monétaire international** (dont la charte doit être signée avant le 31 juillet 1974) **reposera sur les quatre points fondamentaux suivants :**

- **Création d'un étalon-DTS** (Droits de Tirage Spéciaux) défini par référence à un ensemble pondéré des monnaies principales.
- **Maintien de la convertibilité des monnaies entre elles**, la parité de chacune d'elle étant fixée par rapport à l'étalon-DTS.
- Création d'un mécanisme de **parités fixes mais ajustables**, intermédiaire entre la fixité de Bretton-woods et le système des changes flottants. Des indicateurs obligeront les pays dont la balance des paiements sera en déséquilibre à réajuster la parité de leur monnaie. Le FMI sera transformé en un **centre de clearing international** (idée du plan Keynes de 1944), compensant en DTS les créances et dettes des banques centrales.
- **L'émission des DTS sera décidée collectivement par l'ensemble des membres du FMI.**

Derrière la technicité de ces solutions, il faut maintenant en examiner la signification économique.

1.2. SYSTEME MONETAIRE, INFLATION ET RECESSION

Les formidables déficits de la balance américaine des paiements depuis près de dix ans ont accumulé dans le monde les dollars excédentaires au point de donner naissance à de nouveaux marchés monétaires (les marchés



des euro-dollars) où ils s'échangent contre d'autres monnaies. Ce système est hautement inflationniste par les deux mécanismes que voici.

Le premier a été décrit il y a longtemps par un partisan inconditionnel de l'étalon-or, Jacques Rueff. Il s'agit du mécanisme du boomerang qui consiste à observer que les dollars issus du déficit américain ont dans le système monétaire international pris dans son ensemble une valeur double de leur valeur nominale alors même qu'ils ne sont assis sur aucune contrepartie économique. Ce dernier point est évident puisque les dollars excédentaires sont la résultante de crédits bancaires qui, au départ, ne représentent aucune valeur réelle. Le phénomène de doublement de la valeur comptable du dollar est plus subtil et consiste en la comptabilisation des dollars à l'actif du système bancaire américain une première fois lors de leur émission et une seconde fois à l'actif des banques non-américaines lors de leur retour aux Etats-Unis à titre de placement monétaire.

A ce premier mécanisme inflationniste s'ajoute un second qui est bien sûr celui de la spéculation.

Pour être plus près de la réalité, il vaudrait mieux parler des spéculations. Car, depuis le revirement de la politique monétaire américaine décrit ci-dessus, les crises spéculatives ont eu deux origines. La première, classique, est l'espoir des détenteurs de dollars, en se portant massivement sur le marché d'une monnaie sous-évaluée, de forcer celle-ci à réévaluer pour empocher le bénéfice créé par cette modification de parité. C'est la spéculation pure et simple que l'on connaît depuis longtemps sur les marchés monétaires comme sur les marchés financiers. La seconde cause de la spéculation est la volonté délibérée des autorités américaines depuis deux ans de déprécier leur monnaie relativement à celle des concurrents commerciaux des Etats-Unis. Par exemple, la dernière crise qui a décidé les Européens à établir le système de la « flottaison liée », au sein du « serpent » communautaire a été ouvertement orchestrée par des indiscretions calculées du secrétariat américain au Trésor.

Reste à montrer pourquoi européens et japonais sont impuissants à endiguer ces assauts du dollar. Prenons l'exemple du marché allemand; face à une vague d'achat de marks par des dollars spéculatifs (ce qui s'est produit à de multiples reprises depuis cinq ans), le gouvernement a le choix entre trois décisions : soit laisser faire, soit réévaluer, soit se porter acheteur des dollars. Laisser faire n'est possible que si la conviction est rapidement acquise par les spéculateurs que le gouvernement ne réévaluera pas; sinon, la spéculation dure et le cours de la devise visée monte rapidement, ce qui risque de pénaliser lourdement les exportations, plus encore qu'une réévaluation modérée. C'est donc cette dernière possibilité qui est en général préférée au laisser-faire car elle coupe, pour un temps, l'élan spéculatif. A moins que le gouvernement, refusant de réévaluer pour des raisons commerciales, se décide à faire face en achetant les dollars « balladeurs ». Il y a alors mise en circulation dans le circuit monétaire intérieur de l'Allemagne d'une masse de marks équivalente à la valeur des dollars acheteurs. La mécanique ne serait pas inflationniste si la contrepartie de ces marks ainsi créés était une contrepartie réelle; mais ce n'est pas du tout le cas puisque non seulement ces dollars sont issus du déficit américain mais encore ils sont depuis juillet 71 inconvertibles. Leur seule utilisation possible reste alors le placement sur le marché monétaire américain... ce qui alimente l'inflation boomerang de Jacques Rueff !

L'anarchie monétaire du système qui disparaît sous nos yeux est donc un facteur capital de l'inflation, à moins qu'elle ne pénalise le commerce des concurrents des Etats-Unis.

Doit-on s'attendre à ce que le système de Nairobi ait les mêmes effets ?

En théorie, on pourrait espérer le contraire puisque l'étalon-dollar qui existe officiellement depuis août 1971 et en fait depuis le milieu des années

soixante est supprimé au profit de l'étalon-DTS. Comme on l'a vu, d'une part des indicateurs « objectifs » fixeront les bornes de déséquilibre des balances des paiements et d'autre part, les DTS seront émis par une instance multinationale. Voici donc apparemment la double garantie contre une profusion de DTS de source américaine. Concrètement les choses se passeront très différemment pour la raison que l'équilibre des paiements extérieurs est beaucoup plus difficile à obtenir dans un grand pays que dans un petit; en effet, un grand pays est d'autant moins ouvert sur l'extérieur qu'il est grand. Dès lors, exiger de toutes les économies en déséquilibre extérieur, quelle que soit leur dimension, de mener une politique de restriction interne est une logique apparemment équitable mais en réalité totalement dissymétrique. C'est pourquoi il y a peu de chances pour que les Etats-Unis l'observent. Quant à l'émission internationale de DTS, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir qu'elle sera très influencée par le poids politique, économique et militaire des participants et que la justice monétaire n'y aura qu'une part congrue. Ainsi, **on ne voit pas bien comment les Etats-Unis perdront leur pouvoir d'alimenter l'inflation mondiale puisqu'aucune force cohérente européenne ne les en empêchera concrètement.**

En revanche, on voit très bien comment le rythme d'expansion des économies européennes et japonaises sera limité par celui des Etats-Unis. Car la logique des indicateurs de balance extérieure est de pénaliser les économies dont la compétitivité ira croissante. Ainsi, dans une période telle que celle des années à venir où la productivité et la croissance progressent plus vite dans les économies japonaises et européennes que dans l'économie américaine, trois solutions s'offriront à l'Europe et au Japon : réévaluer leurs monnaies, harmoniser leurs taux d'inflation (s'ils sont inférieurs) avec celui des Etats-Unis, réduire leurs rythmes de croissance. Si l'accord de Nairobi se confirme et sert de fondement à la prochaine charte monétaire internationale, les Etats-Unis auront réussi la performance remarquable non pas seulement d'imposer leur monnaie comme étalon de change international mais **leur économie comme régulateur de l'économie mondiale capitaliste.**

1.3. LA VERITABLE ALLIANCE ATLANTIQUE

« Nous adoptons, sans qu'aucune amélioration sérieuse ne l'ait amendée, la position américaine. » Ce jugement pourrait être le nôtre sur l'attitude de la France. Il se trouve qu'il a été formulé récemment par Michel Debré ⁽¹⁾. A l'appui de sa thèse, l'ancien ministre des finances apporte des arguments montrant que le terrain monétaire est bien celui où l'on distingue la bourgeoisie atlantique avec à sa tête Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing et la bourgeoisie nationale dans la tradition jacobine française avec, à sa tête, Michel Debré. Celui-ci écrit : « Cet or-papier (les DTS) sera géré en écritures par une organisation internationale qui, en l'absence des pays de l'Est, est entièrement dominée par les Etats-Unis (...). La politique américaine — il faut oser le dire — ne disposera pratiquement d'aucune limite à l'exercice de sa volonté monétaire alors que les autres devront s'incliner. A moins qu'elles ne fassent toutes front commun et uni; hypothèse hautement improbable, impossible même (...). On déclare que nous allons faire triompher le principe de la convertibilité. Mais qu'est-ce qu'une convertibilité qui n'aboutit pas à des actifs monétaires indépendants d'une volonté gouvernementale ? »

Le réquisitoire est net et se termine par une exhortation à réintroduire l'or au centre de l'édifice monétaire mondial. On lira plus loin pourquoi, à notre sens, le seul appel à la théorie monétaire pré-Keynésienne n'est pas adéquat à la perspective d'une politique socialiste française si même elle l'était à une politique capitaliste. Mais la mise en évidence de la nouvelle alliance atlantique préparée par l'accord de Nairobi ne s'arrête pas là.

(1) La gravité de l'enjeu, « Le Monde », 12-10-1973.



Car il ne faut pas faire abstraction, surtout à un moment où sa croissance met en danger les indépendances nationales, de tout le réseau monétaire international privé. On entend ici par ce terme l'ensemble des opérations monétaires et financières faites par les banques privées et surtout les firmes multinationales. A bien des égards, ces opérations forment en effet un réseau privé, parallèle à celui des banques centrales. On pourrait penser que le système de Nairobi dans sa soi-disante volonté de remettre de l'ordre dans les affaires monétaires, étendra à ce réseau privé les règles définies pour les transactions officielles. En pratique, il y a fort lieu d'en douter. Car si ces deux réseaux étaient liés en un seul par l'entremise d'une généralisation des DTS, ce serait ouvrir la porte à ce qu'il faut bien appeler l'ancienne revendication française, à savoir le paiement de la contrepartie d'un déficit de balance extérieure par des actifs commerciaux. Or, il est clair que les Etats-Unis ne veulent pas entendre parler de cette contrainte. C'est pourquoi il y a fort à parier qu'ils chercheront à créer des DTS peu attractifs pour le secteur privé, c'est-à-dire composés d'une faible partie de monnaies fortes et peu susceptibles de permettre des placements monétaires aussi rémunérateurs que le sera un dollar revivifié; sans compter qu'il y va aussi de l'avenir de New-York comme première place financière du monde. Les Etats-Unis, là non plus, ne sont pas disposés à céder du terrain.

Ainsi, tout porte à croire que la quasi toute puissance monétaire du réseau bancaire privé et des firmes multinationales ne sera pas amoindrie mais plutôt renforcée par l'étalon DTS; par conséquent, cela va sans dire, les mécanismes actuels de l'instabilité monétaire menant à l'inflation seront maintenus. Ils seront simplement accompagnés d'une plus grande dépendance de la France et de l'Europe à l'égard de l'Amérique et des firmes multinationales puisqu'on ne disposera même plus du maigre arsenal anti-spéculatif dont était doté le gold exchange standard.

Nous ne chercherons pas à percer les raisons — à quoi bon ? — qui ont incité le Chef de l'Etat à désavouer son prédécesseur en déclarant lors de sa conférence de presse du 28 septembre 1973: « L'expérience prouve que nous ne pouvons pas nous isoler économiquement, sous peine de récession très grave, et que, par conséquent, nous ne pouvons pas nous isoler monétairement. » Manière à peine voilée d'avouer le ralliement aux thèses américaines et justification de la ligne de renoncement suivie par le Ministre des Finances à Nairobi.

Plus important pour nous est de réfléchir aux paramètres monétaires de l'indépendance dans une expérience française du socialisme.

2. SOCIALISME ET INDEPENDANCE : POUR UN NOUVEL EQUILIBRE MONDIAL

La réflexion précédente nous a amené à saisir, au travers des problèmes techniques, les aspects politiques de l'évolution monétaire du capitalisme mondial. Si l'on se tourne maintenant vers l'avenir en posant l'hypothèse d'une société de transition au socialisme, il faut également se garder de confondre les objectifs et les moyens, c'est-à-dire la politique et la technique.

Dans l'admiration obsessionnelle qu'ils portent à la Russie soviétique pré-stalinienne, certains théoriciens d'extrême gauche voudraient aller jusqu'à reconstituer en France l'équation économique de 1917. Quel est le rapport entre un gigantesque pays agricole sous-développé capable de vivre en autarcie et un petit pays industriel très développé échangeant presque 15 % de sa production avec l'étranger ? On s'interroge vainement. Reste que derrière une absurde volonté de mimétisme historique se cache une question sérieuse, essentielle même, celle du niveau incompressible de dépendance d'un pays comme la France vis-à-vis de l'extérieur. Il est tout à fait urgent que les socialistes français prévoient avec précision quels sont les points



névralgiques sur lesquels un blocus économique étranger peut avoir un effet déterminant. Car ce n'est qu'en connaissance de cause qu'il sera possible de négocier — sur la base d'un rapport de force politique, économique et militaire — les termes d'un contrat de « bon voisinage » susceptible de laisser à notre pays la dose minimum d'oxygène.

Sur le plan monétaire qui nous intéresse ici, la situation sera d'autant plus difficile que, comme nous avons tenté de le montrer, la France vient de se soumettre aux thèses américaines. Se battre dès aujourd'hui — s'il reste encore quelque chose à défendre d'ici la signature d'un nouveau Bretton-woods — a donc pour objectif de préserver du mieux possible un environnement favorable à une gestion socialiste. Il est naturellement très complexe de prévoir quelles pourraient être les conditions monétaires techniques d'une gestion socialiste, d'autant plus que la possibilité de les mettre en œuvre sera la résultante du rapport de force international, sur lequel nous allons revenir.

Sans prétendre construire in abstracto un système monétaire achevé, il est possible de définir quelques lignes-forces, celles précisément qui engagent les choix politiques les plus profonds.

Le premier principe est celui de **l'élargissement du Fonds Monétaire International** (ou de toute autre nouvelle instance dotée de pouvoirs analogues) à l'ensemble des nations. En l'état actuel des choses, c'est-à-dire hors la présence des pays d'Europe de l'Est, il n'est pas question qu'un pays, et même un groupe de pays, puisse imposer des concessions majeures aux États-Unis.

Le second principe est celui de la **création d'un étalon de change international sur des assises matérielles**. Quelles assises ? On peut en discuter; il n'est pas douteux que l'or doive en faire partie d'abord parce qu'il a montré par le passé ses qualités techniques dans ce rôle d'étalon, ensuite parce que sa réintroduction au centre du système permettrait à l'Union Soviétique — et peut-être à la Chine — de s'intégrer davantage aux échanges internationaux en dépassant les actuels accords de troc. Mais il est tout à fait envisageable d'étendre à d'autres marchandises le privilège accordé à l'or. Il est inutile aujourd'hui d'avancer plus dans les détails de ce second principe. L'essentiel est de comprendre qu'il doit — dans le cadre d'une convertibilité générale des monnaies — servir de frein à la domination économique et financière des États-Unis. Il ne s'agit pas pour autant de revenir à la loi d'airain du commerce extérieur telle que l'a connue le XIX^e siècle sous l'empire de l'étalon-or; des mécanismes de crédit internationaux existent déjà et doivent coexister avec le principe de rigueur que la convertibilité-marchandises impose aux balances des paiements, dans le but de donner du lest à un pays traversant une période difficile.

Le troisième principe est celui du **contrôle des liquidités des firmes multinationales**. Seuls les naïfs ou les ignorants seront étonnés que ce troisième principe soit mis sur un pied d'égalité avec les deux premiers. Mais l'histoire monétaire récente, le simple examen des chiffres et les prévisions très inquiétantes sur leur puissance à venir, convergent pour mettre en garde contre un désarmement monétaire à leur égard : à quoi servirait de fonder un système rigoureux régulant le circuit monétaire public si d'un trait de plume les directoires privés des firmes multinationales peuvent jouer d'une monnaie contre une autre ?

Tels sont les trois principes qui doivent guider notre réflexion et notre action. Nous avons essayé de montrer leur enjeu politique derrière leur logique technique; ne nous écartons pas non plus des enjeux économiques pour souligner ceci : la crise monétaire internationale n'est que le signe — peut-être le plus tangible — du mauvais fonctionnement de l'économie capitaliste dans la profondeur même de ses mécanismes constitutifs. **Ce sont les limites de la réalisation de la plus-value qui engendrent une accumulation**



excessive du capital et c'est dans ce cadre de l'accumulation mondiale que se jouent les batailles commerciales, que chaque pays veut avoir une balance commerciale excédentaire, ce qui est algébriquement impossible. Il faut donc bien que les excédents soient absorbés. Aujourd'hui, une partie de ce surplus est absorbée par le Tiers Monde et le bloc socialiste. L'autre partie fait l'objet de la crise actuelle et doit voir son sort réglé — si l'on en croit le Président des Etats-Unis — lors du Nixon-round. Mais la vérité est qu'il n'existe pas de solution au problème de la suraccumulation du capital dans le cadre capitaliste si ce n'est celle, passagère, de l'impérialisme au sens léniniste du terme.

Si la fin de l'économie politique capitaliste est en définitive la seule issue à la crise monétaire internationale, la mise en œuvre de cet ambitieux programme passe d'abord par une phase de négociations politiques ! La crédibilité des mesures ici préconisées en vue d'une expérience française du socialisme est, en effet, fonction, avant d'en être une des composantes, du rapport de force international. Et, à moins d'une miraculeuse coïncidence dans l'évolution politique de nos voisins, il nous faudra négocier avec des Etats qui, sans vouloir systématiquement la destruction de l'expérience française, ne partageront pas ses vues. Il faudra donc composer pour isoler l'adversaire principal, c'est-à-dire les Etats-Unis et les firmes multinationales; il faudra surtout exploiter toutes les possibilités de solidarités internationales. Nul doute que les démocraties populaires saisiront l'occasion d'un processus socialiste français pour tenter de se libérer du joug monétaire que le cours forcé du rouble fait peser sur leurs économies; l'Union Soviétique, quant à elle, serait fort intéressée, ainsi que nous l'avons suggéré, par une remonétisation de l'or et pourrait envisager un rapprochement monétaire avec l'Europe si celle-ci s'engageait sur cette voie, à l'initiative de la France. Et nos actuels partenaires du Marché Commun ? Leur attitude est pour le moment imprévisible tant leur soumission monétaire aux Etats-Unis est liée au diktat militaire de ces derniers pour ce qui concerne l'Allemagne Fédérale et à une colonisation économique pour ce qui concerne la Grande-Bretagne. Compte tenu de ces conjonctures, il est probable que la force du soutien populaire à l'expérience française au sein de ces pays sera un facteur déterminant de leur choix entre les deux rives de l'Atlantique. Il y va bien sûr de l'avenir du socialisme en France mais aussi d'une certaine idée de l'Europe dans le monde. Si un nouvel équilibre mondial n'est pas créé au bénéfice d'une Europe indépendante et socialiste à l'occasion du prochain changement de pouvoir en France, alors la dernière chance de réviser Yalta dans cette partie du monde sera perdue.

Jacques GALLUS.

P.S. — Cet article a été écrit avant qu'éclate la crise pétrolière. Celle-ci n'entame en rien l'analyse que nous proposons de la position officielle française non plus que les perspectives sur une politique monétaire internationale socialiste.

Comme l'a dit sans fard M. Schultz, Secrétaire américain au Trésor, la crise pétrolière aura simplement pour conséquence monétaire de retarder aux calendes l'application des principes de Nairobi prévue pour juillet 1974. Il est en effet inutile pour les Etats-Unis de mettre sur pied un système rigide et complexe alors que le renversement de la conjoncture économique en leur faveur suffit à les satisfaire. Ce renversement conjoncturel se présente sous le double aspect d'une remontée du dollar sur le marché des changes consécutive aux perspectives de déficit de balance des paiements des pays européens et du Japon, et d'une baisse de compétitivité commerciale des produits de ces mêmes pays, touchés au premier chef par la décision de Téhéran. Les Etats-Unis sont gagnants sur les deux plans, monétaires et commerciaux; ils ne peuvent en demander plus.